

ARRÊTÉ

LE MINISTRE D'ÉTAT CHARGÉ DES AFFAIRES CULTURELLES,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et notamment l'article 2 modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927 et la loi du 27 août 1941 et par le décret du 18 avril 1961,

La commission supérieure des monuments historiques entendue ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

Sont inscrites sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques les façades et les toitures de l'Hôtel des Cadets, sis place de la République, à St. Martin de Ré (Charente - Maritime), figurant au cadastre sous les N° 230 - 231 et 232 - Section E et appartenant à la commune de St. Martin de Ré qui l'a acquis en 1908, à l'Hôpital de St. Honoré.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera transcrit au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit.

ARTICLE 3

Il sera notifié au préfet du département, pour les archives de la préfecture, au maire de la commune de Saint-Martin de Ré,

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 19 MAI 1965

Pour le Ministre et par délégation
Le Maître des Requêtes au Conseil d'Etat
Directeur de l'Architecture

Max Querrien
Max QUERRIEN